

MOTION

La Coordination nationale des laboratoires en lutte, réunie le 9 juin à Jussieu appelle les personnels, les instances du CNRS, les membres du Comité National de la Recherche Scientifique à se prononcer clairement contre le Contrat d'Objectifs du CNRS avec l'Etat. Contrairement à toutes les annonces préalables de la direction du CNRS, ce contrat est proposé en l'absence totale de moyens humains et matériels affichés. Il entérine :

- l'éclatement du centre en instituts,
- le transfert obligatoire de la gestion de la plupart des laboratoires aux universités, ce qui actera de façon définitive la fin du rôle d'opérateur au profit de celui d'agence de moyens.

Il organise le démantèlement de l'organisme et s'inscrit dans le cadre général de disparition des missions de service public de tous les organismes publics de recherche. Il doit être retiré.

Elle exige :

- l'unicité du statut des UMR,
- la restitution au Comité National de son rôle d'évaluateur des unités de recherche
- un CNRS doté d'un conseil scientifique et de CSD forts avec au moins 50% d'élus
- le renforcement des crédits récurrents,
- le transfert des crédits de l'ANR vers les organismes et les universités,
- la résorption de la précarité,
- le maintien de la mission d'opérateur de recherche au CNRS et plus largement à l'ensemble des EPST, y compris dans le cadre du partenariat avec les universités.

Elle dénonce :

- l'alliance nationale pour les sciences de la vie et de la santé,
- la délocalisation du CA du CNRS du 25 juin au CERN à Genève,
- toute modification sans concertation du décret organique du CNRS,
- l'attaque sur le statut de fonctionnaire par la loi de « mobilité ».

Elle appelle l'ensemble des personnels de la recherche et de l'Enseignement supérieur à manifester le 25 juin à l'occasion du CA du CNRS consacré au vote du Contrat d'Objectif et du CTP de l'Inra sur la mise en place du consortium agronomique. Plus largement, elle appelle à une large mobilisation contre la loi « mobilité » et à participer aux actions interprofessionnelles contre la casse des services publics.